KHÔLLE — LES LIGUES D'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

INTRODUCTION

Accroche : 6 février 1934, des milliers de manifestants (ligues, anciens combattants) convergent vers la Concorde et le Palais-Bourbon ; une quinzaine de morts ; Daladier démissionne le 7. Deux ans plus tard, 1936 : ligues dissoutes, victoire électorale du Front populaire. La rue peut-elle se substituer à l'urne ?

- **Ligue** : organisation politique le plus souvent extra-parlementaire, fondée sur la mobilisation militante (presse, rassemblements, service d'ordre, violence) plus que sur l'élection.
  - Distincte du parti sans frontière étanche ; toutes les ligues ne sont pas d'extrême droite (LDH, 1898).
- **Extrême droite** : courants qui rejettent plus ou moins radicalement la démocratie libérale et le parlementarisme au nom d'un nationalisme autoritaire ; pas un bloc (monarchistes, bonapartistes, fascistes, nationalistes d'ordre).
- **Problématique** : les ligues contestent au Parlement et au suffrage le monopole de la représentation de la nation. Dans quelle mesure la contestation du parlementarisme, menée d'abord dans la rue, s'est-elle heurtée aux limites que lui impose le vote, de 1882 à la dissolution des ligues en 1936 ?
- **Plan** : (I) 1882-1914, naître contre le parlementarisme, avec ses outils ; (II) 1919-1933, l'âge des ligues de masse, entre rue et urne ; (III) 1934-1936, puissance et limites de la rue.

I. 1882-1914 : NAÎTRE CONTRE LE PARLEMENTARISME, AVEC SES OUTILS

- **Idée directrice** : les ligues sont filles de la politique de masse de la IIIe République ; elles lui empruntent ses outils pour contester le monopole du Parlement.

A. Contexte

- Suffrage universel masculin (1848), durable sous la IIIe République (une phrase suffit).
- Lois de 1881 sur la presse (29 juillet) et la réunion (30 juin) : presse à grand tirage, réunions, affiches. → développement d'outils de communication importants
- **Phrase-clé** : la démocratie de masse produit ses propres contestations.
- Après 1871, défaite et perte de l'Alsace-Lorraine : nationalisme de revanche.

B. Ligue des patriotes et boulangisme : la ligue rencontre le vote

- **Ligue des patriotes** (1882, fondée par Paul Déroulède,) : patriotique et républicaine (revanche, culte de l'armée, formation civique, cérémonies, presse).
  - À partir de 1886-1887 : glissement vers l'antiparlementarisme, l'exécutif fort, l'homme providentiel.
- **Boulangisme (1886-1889)**:
  - Boulanger multiplie les candidatures aux partielles de 1888
  - 27 janvier 1889 : élu à Paris (environ 244 000 voix contre 162 000) ; refuse de marcher sur l'Élysée, s'exile le 1er avril.
  - Riposte du pouvoir : loi du 17 juillet 1889 contre les candidatures multiples, dissolution de la Ligue, Haute Cour.
  - Mais Déroulède est élu député d'Angoulême la même année : le mouvement parle aux urnes autant qu'à la rue.

- **Nuance** : mouvement hétérogène (nationalistes, monarchistes, bonapartistes, républicains mécontents) ; convergence antiparlementaire, pas extrême droite au sens strict.

C. Dreyfus : entre légalisme et rejet du suffrage

- L'affaire polarise la société : ligues dreyfusardes (LDH) et antidreyfusardes. Antisémitisme et défense de l'armée deviennent centraux pour lutter contre l' « ennemi intérieur ».
- **Ligue de la patrie française** (1899) : légaliste, voie électorale (législatives de 1902) ; les nationalistes conquièrent Paris en 1900.
- **Action française** (revue 1899, ligue 1905, Maurras) : nationalisme intégral, monarchisme, antisémitisme, antiparlementarisme ; rejet du suffrage dans son principe.
  - Camelots du roi (1908) : bras armé et service d'ordre de l'Action française se base sur un activisme de rue, violence (affaire Thalamas).
- **Barrès (**membre de l'Action française) élu député de Paris en 1906 : un courant critique du Parlement y envoie des élus.
- **Bilan** : du patriotisme militant au nationalisme radical, puis à l'antiparlementarisme organisé ; avant 1914, deux voies déjà : la rue et le vote.

Transition : les ligues ont inventé une façon de peser sur la société à côté des institutions ; la guerre et la crise vont leur donner une autre ampleur.

II. 1919-1933 : L'ÂGE DES LIGUES DE MASSE

- **Idée directrice** : les ligues changent d'échelle mais restent plurielles et n'abandonnent jamais le vote ; la rue n'est pas leur seul mode d'action.

A. Les conditions de l'essor des ligues

- **Traumatisme de la guerre** : sacrifice, discipline, autorité ; les anciens combattants deviennent une force sociale et politique.
- **Peur du communisme** : Révolution russe 1917 & scission de Tours (1920) ; les ligues se posent en défenseurs de l'ordre et de la propriété.
- **Crise du parlementarisme** : instabilité ministérielle, scandales & crise économique dès 1931.
- **Culture militante nouvelle** : uniformes, insignes, défilés, services d'ordre, culte du chef (exemple mussolinien) ; elle ne fait pas de toutes les ligues des organisations fascistes.

B. Une extrême droite plurielle, entre rue et urne

- **Action française** : rejet de principe du suffrage, mais Léon Daudet élu en 1919 ; activisme de rue.
- **Jeunesses patriotes** (1924, Taittinger) : nationalisme, anticommunisme, Taittinger député de Paris.
- **Faisceau** (Valois, 1925) : premier mouvement se réclamant du fascisme ; éphémère, marginal.
- **Croix-de-Feu** (1927 ; La Rocque dès 1931) : anciens combattants, ordre, anticommunisme, œuvres sociales ; légalisme affiché ; masse (plusieurs centaines de milliers revendiqués, chiffre contesté) ; nature débattue, se présente comme légaliste (passe par les urnes) mais un grand nombre de militants agissant dans la rue.
- **Solidarité française** (Coty, 1933) : culte du chef, style paramilitaire, priorité à la rue.
- **Bilan** : plusieurs traditions, de l'antiparlementarisme monarchiste aux organisations fascistes ; la plupart ont des élus ou participent aux campagnes (le Parlement sert de tribune), cela montre que la rue n'est pas le seul mode d'action.

Transition : fin 1933, militants, méthodes et climat favorable ; il manque une occasion : l'affaire Stavisky.

III. 1934-1936 : PUISSANCE ET LIMITES DE LA RUE

- **Idée directrice** : la rue pèse sur un gouvernement sans conquérir le pouvoir ; elle suscite une contre-mobilisation puis une répression légale.

A. Le 6 février 1934

- **Contexte** : 8 janvier, mort de Stavisky (escroc, inscrit dans de nombreuses affaires de corruptions et de scandales politico-financiers.), soupçon de « suicide » arrangé ; chute de Chautemps (27 janvier) ; Daladier (30 janvier) révoque le préfet Chiappe, populaire à droite car complaisant avec les ligues : provocation aux yeux des ligues.
- **La journée** : manifestation des ligues contre la révocation de Chiappe, les cortèges (AF, Jeunesses patriotes, Solidarité française, Croix-de-Feu, ...) convergents vers la Concorde et le Palais-Bourbon ; affrontements violents.
  - Une dizaine de morts (15 à 20 selon les décomptes), plus d'un millier de blessés.
  - Daladier obtient la confiance, puis démissionne le 7 ; Doumergue forme le 9 un gouvernement d'union nationale.
- **La journée révèle** : la capacité des ligues à transformer une crise parlementaire en crise de rue (occupation de l'espace public, violence, démission obtenue).
- **Mais** : pas de projet commun ni de plan coordonné ; les organisations manifestent séparément ; Croix-de-Feu à distance des affrontements (point débattu) ; une démission, non un changement de régime.
- **Débat** : coup de force fasciste ou manifestation antiparlementaire dégénérée ? Position nuancée : forte culture antiparlementaire, violence réelle, pas de projet unifié.

B. La riposte : la rue répond à la rue, l'État légifère

- **Gauche** : grève générale et manifestations du 12 février 1934 ; pacte d'unité d'action (27 juillet 1934) SFIO-PCF (rejoint en 1935 par le partie radicale pour former le Front populaire).
- **État** : loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées (sous un gouvernement de droite, Pierre Laval).
  - 13 février 1936 : Blum agressé par des Camelots du roi ; Action française et Camelots dissous le jour même.
  - 18 juin 1936 : gouvernement Blum dissout Croix-de-Feu, Jeunesses patriotes, Solidarité française.

C. Le verdict des urnes

- Législatives des 26 avril et 3 mai 1936 : victoire du Front populaire ; le vote, et non la rue, change la majorité.
- **Ce que montre la séquence** : la rue pèse sur un gouvernement mais ne conquiert pas le pouvoir ; elle suscite une contre-mobilisation ; elle provoque une répression légale.
- **Une continuité des ligues ?** : Croix-de-Feu transformées en Parti social français (juillet 1936, plusieurs centaines de milliers d'adhérents revendiqués) ; d'autre optent pour la voie clandestine notamment via la Cagoule (1935-1939) et plus tard collaboration sous l'Etat français (« régime de Vichy »).
- **Phrase-clé** : dissoutes comme ligues, ces organisations choisissent le parti, le vote ou la clandestinité ; le vote est devenu le passage obligé.

CONCLUSION

- **Réponse** : de 1882 à 1936, les ligues contestent le monopole du Parlement et du suffrage avec les outils de la démocratie de masse (presse, réunions, candidatures, élus) ; la rue leur donne une puissance réelle (1889, 1934) mais jamais le pouvoir.
- Divisées, sans projet commun, face à une gauche rassemblée et à un État qui légifère, elles se heurtent aux limites du vote.
- **Paradoxe final** : nées pour contester la représentation parlementaire, elles doivent s'y soumettre pour survivre (Croix-de-Feu devenues parti).
- **Ouverture** : que deviennent après 1936 les militants et les thèmes des ligues (PSF, PPF, Cagoule, État français de 1940), puis, à plus long terme, le retour de l'extrême droite par la voie électorale ?

Bibliographie:

- GIRARDET Raoul, « Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939 », *Revue française de science politique*, 1955, vol. 5.
- COMBEAU Yvan — « Le boulangisme dans tous ses mouvements (1886-1891) », Mappemonde, 1993, no 3.
- JOLY, Laurent. « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite ». *Revue historique*, 2006, no 639.
- DARD, Olivier et SÉVILLA, Nathalie (dir.). Le phénomène ligueur sous la Troisième République. Metz: Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, 2009.
- FRANCE CULTURE, « Contre la République, les ligues d'extrême droite passent à l'action », *Le Cours de l'histoire*, Radio France, Disponible sur : https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/contre-la-republique-les-ligues-d-extreme-droite-passent-a-l-action-9615945
- FRANCE CULTURE. « Le boulangisme, une droite pas trop cuite s'il vous plaît ». *Le Cours de l'histoire*. Podcast, environ 58 min. Disponible sur : https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-cours-de-l-histoire/le-boulangisme-une-droite-pas-trop-cuite-s-il-vous-plait-9449755
- STORIAVOCE. « Histoire de l'extrême droite : de Maurras à nos jours », avec Olivier Dard. *Storiavoce*. Podcast, 54 min, 5 octobre 2026. Disponible sur : https://shows.acast.com/storiavoce/episodes/510histoire-de-lextreme-droite-de-maurras-a-nos-jours-avec-o
-